



Plan régional d'environnement et de développement durable (PREDD) du Gouvernorat de Sidi Bouzid

Document synthétique

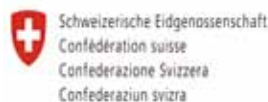


publié par **giz** Deutsche Gesellschaft
für Internationale
Zusammenarbeit (GIZ) GmbH

En collaboration avec le
Projet « Appui à la
Régionalisation »/ ART

Plan régional d'environnement et de développement durable (PREDD) du Gouvernorat de Sidi Bouzid

Document synthétique





Gouvernorat de Sidi Bouzid





Sommaire

	Préface	4
1.	Introduction	6
2.	Dynamique de développement du gouvernorat	8
3.	Caractérisation de la situation des secteurs	15
4.	Problématique de développement du gouvernorat	23
5.	Vision stratégique et conditions cadre pour le développement futur du gouvernorat	25
6.	Plan d'action du PREDD	26



Préface

La révolution du 14 janvier 2011 a mis en exergue la question du développement régional en particulier dans les régions de l'intérieur du pays qui ont souffert d'une certaine marginalisation par rapport aux régions du littoral. Notre pays souffre d'un véritable **problème de déséquilibre régional**, entre les régions défavorisées de l'intérieur et celles du littoral, dont les origines sont lointaines et ne datent pas d'aujourd'hui.

Ce déséquilibre régional est en réalité la conséquence du modèle de développement économique et social adopté par le pays depuis les années soixante-dix. En effet, la libéralisation de l'économie tunisienne et son insertion dans la mondialisation à partir de cette époque a conduit progressivement à une concentration de l'activité économique, notamment industrielle, et des richesses sur le littoral principalement dans les régions du nord-est et centre-est du pays. De ce fait, malgré les progrès enregistrés par l'économie nationale, force est de constater que l'écart entre les régions, du moins en matière du potentiel productif, n'a pas cessé d'augmenter, plusieurs indicateurs le prouvent, conduisant ainsi à une véritable **fracture territoriale** en termes de développement économique et social.

Le déséquilibre régional est également le produit d'un système de gouvernance déficient dominé par une centralisation excessive du pouvoir de décision peu favorable à l'émergence d'institutions locales représentant réellement les aspirations et les choix des populations locales en matière de développement de leurs territoires.

En dépit de ce déséquilibre régional, la **Tunisie** a acquis, sur le plan de la planification régionale, une **expérience en matière d'outils et de procédures** qui ont été développés par des structures spécialisées et qui ont permis d'atténuer partiellement l'impact négatif du modèle de développement et du système de gouvernance. Toutefois, le système de planification régionale mis en place depuis les années quatre-vingt a montré ses limites en raison de ses faiblesses en matière de vision stratégique, d'intégration territoriale, de décentralisation et de participation des acteurs locaux.



La **nouvelle Constitution** tunisienne (janvier 2014) a fondé l'administration locale sur la **décentralisation** et le **pouvoir des collectivités locales** qui sont tenues d'avoir recours aux instruments de la démocratie participative et de la participation citoyenne pour la préparation de projets de développement et le suivi de leur exécution (article 139). Pour la concrétisation de cette option fondamentale de la nouvelle Constitution, notre pays a un besoin urgent de renforcer les capacités des collectivités locales et des acteurs locaux en matière de **bonne gouvernance du développement local**.

C'est dans cette perspective, que l'initiative d'**élaboration du Plan régional d'environnement et de développement durable (PREDD)** du gouvernorat de Sidi Bouzid, avec une approche participative impliquant de nombreux acteurs locaux (administration, secteur privé, société civile, communauté scientifique), constitue une expérience originale dont les acquis méthodologiques seront d'une grande utilité pour le renouvellement des approches et outils de planification locale et pour l'appui à la décentralisation et la démocratie participative.

Avec une vision stratégique pertinente et un plan d'action ambitieux, le PREDD du gouvernorat de Sidi Bouzid, permet à la région de disposer d'un précieux instrument pour organiser son développement futur dans une **perspective de progrès économique et social, de cohésion territoriale et de durabilité**. Le PREDD sera une base importante pour initier un partenariat fructueux entre l'Etat et les collectivités locales de la région en vue de faire de ce gouvernorat du centre-ouest un territoire dynamique et attractif contribuant ainsi à la prospérité de la Tunisie et à la consolidation de sa jeune démocratie.

Mounir Majdoub

Secrétaire d'Etat auprès du Ministre de l'équipement,
de l'aménagement du territoire et du développement durable
Chargé du développement durable



1. Introduction

L'élaboration du Plan régional d'environnement et de développement durable (PREDD) du Gouvernorat de Sidi Bouzid a été initiée dans le cadre du programme tuniso-allemand pour l'environnement (PPE) mis en œuvre conjointement par le Secrétariat d'Etat à l'environnement du Ministère de l'équipement et de l'environnement et par la coopération allemande au développement (GIZ). Par ailleurs, l'élaboration du PREDD s'inscrit dans le cadre du protocole d'accord tuniso-suisse d'appui à la transition démocratique en Tunisie qui a initié un processus de concertation multi acteurs appelé « Table ronde économique » (TRE) dans les gouvernorats de Médenine, Sidi Bouzid, Kasserine et le Kef sous l'égide des offices de développement (ODS, ODCO, ODNO) et des Centres d'affaires des quatre régions.

Suite à son approbation en 2012, conjointement par le Ministère de l'environnement et le Ministère de développement régional et de planification, le processus d'élaboration des PREDD a démarré par une dynamique de concertation entre le programme tuniso-allemand pour l'environnement (PPE), l'initiative TRE, soutenue par la coopération suisse, les offices régionaux de développement (ODCO, ODS, ODNO) et les Centres d'affaires en vue de développer un partenariat multi-acteurs permettant la réalisation des PREDD dans les quatre régions concernées.

Les objectifs assignés au processus d'élaboration des PREDD visent à :

- Doter chacune des quatre régions concernées par ce processus d'un cadre stratégique et d'une vision prospective pour un développement régional s'inscrivant dans une perspective de durabilité et pris en charge par les acteurs locaux. Il s'agit de mettre à la disposition de ces derniers un instrument approprié pour faciliter la relance de la dynamique de développement économique et social de leur région.
- Renforcer les capacités des acteurs locaux en matière de concertation, de diagnostic et de planification participatifs pour un développement régional s'inscrivant dans une perspective de durabilité et ce à travers une dynamique d'apprentissage collectif.
- Contribuer au renouvellement des approches de planification du développement régional du pays en mettant davantage l'accent sur les aspects de participation active des acteurs locaux et l'appropriation effective des stratégies et plans de développement régionaux par ces derniers.

Le processus d'élaboration du PREDD du gouvernorat de Sidi Bouzid a comporté deux importantes phases :

• Une phase de diagnostic

Cette première phase a donné lieu à un diagnostic global de la dynamique et de l'état de développement du gouvernorat, depuis au moins deux décennies, et à un diagnostic sectoriel concernant les secteurs prioritaires retenus par les membres de la Table ronde économique et qui sont:

Les secteurs productifs

- Agriculture
- Industrie
- Services

Les secteurs horizontaux

- Aménagement du territoire et infrastructures
- Enseignement supérieur, formation professionnelle et recherche-développement
- Environnement : déchets, assainissement et carrières

Conduit avec une approche participative, les travaux de diagnostic global et sectoriel ont permis d'une part d'identifier la problématique du développement de la région et d'autre part de construire une vision et des orientations stratégiques pour son développement futur.



• Une phase de planification

Cette seconde phase a été consacrée à l'élaboration, également avec une approche participative, d'un plan d'action pour le développement futur de la région tenant compte de la spécificité de la problématique actuelle et de la vision future du développement de la région. Il s'agit d'un plan d'action visant à opérationnaliser la vision et les orientations stratégiques (retenues au cours de la première phase), s'inscrivant dans une perspective de durabilité du processus de développement régional et répondant aux attentes des acteurs locaux.

Sur le plan pratique, la conduite du processus d'élaboration du PREDD du gouvernorat de Sidi Bouzid a donné lieu à de nombreux ateliers de travail¹ regroupant les acteurs institutionnels et les membres de la Table ronde économique. En outre, la démarche méthodologique adoptée pour l'élaboration du PREDD s'est distinguée par :

- L'intérêt accordé au diagnostic approfondi à travers le recours à des approches analytiques privilégiant davantage l'aspect explicatif et pas seulement descriptif des situations et dynamiques observées dans la région.
- Le recours systématique à l'approche participative dans toutes les étapes du processus d'élaboration du PREDD dans un objectif de partage et d'appropriation des constats, des analyses et des propositions d'action par tous les acteurs de la région associés à ce processus et au-delà.
- La complémentarité et la fertilisation croisée entre les connaissances de l'expert, les compétences du technicien du développement, le savoir-faire du professionnel et l'engagement du citoyen soucieux du progrès de sa région.
- La prise en compte concomitante de la dimension sectorielle et territoriale dans l'analyse des problématiques spécifiques de la région et la formulation des propositions pour son développement futur avec une vision intégrée.

Le présent document synthétique du PREDD du gouvernorat de Sidi Bouzid comporte une présentation des résultats du diagnostic global et sectoriel, de la problématique de développement du gouvernorat, de la vision et des orientations stratégiques pour le développement futur de la région et du Plan d'action pour l'opérationnalisation de ces orientations.

1- Le premier en date est celui des 30 novembre et 01 décembre 2012 pour l'identification des secteurs prioritaires à traiter et le dernier pour la restitution et la validation du Plan d'action a été organisé les 18 et 19 mars 2014.



2. Dynamique de développement régional du gouvernorat

Situé dans le Centre-Ouest Tunisien, le gouvernorat de Sidi Bouzid s'étend sur une superficie de 7415 km² soit 4,5 % du territoire national et compte, en 2014, une population d'environ 429 912 habitants, soit 3,9% de la population tunisienne. En 2013, seulement 25,4 % de la population de la région sont des urbains contre une moyenne nationale de 66,4%.

Créé en 1974, le gouvernorat de Sidi Bouzid regroupe à l'heure actuelle douze délégations (Bir El Hafey, Cebbalet Ouled Asker, Jilma, Mekkassy, Menzel Bouzaiane, Mezzouna, Ouled Haffouz, Regueb, Sidi Ali Ben Aoun, Sidi Bouzid-Est, Sidi Bouzid-Ouest, Souk Jedid) qui appartenaient à l'origine aux gouvernorats limitrophes avec lesquels elles ont gardé d'importants liens sociaux et économiques qui ne facilitent pas nécessairement l'intégration régionale au sein du gouvernorat.

La région est située dans les étages bioclimatiques allant de l'aride inférieur dans le sud du gouvernorat au semi-aride supérieur dans le nord, sachant que ce dernier étage ne concerne que 2% de la superficie du gouvernorat. De ce fait, la région se caractérise par la faiblesse des précipitations (moyenne de 200 à 230 mm par an) et par leur irrégularité inter et intra annuelle. Sur le plan des ressources en eau, le gouvernorat de Sidi Bouzid recèle des potentialités souterraines appréciables et ce malgré la prédominance d'un climat aride. Le potentiel annuel des eaux de ruissellement provenant des reliefs s'élève à 131 millions m³ dont 46 % sont utilisés actuellement ; quant aux eaux souterraines, elles se répartissent entre les nappes phréatiques dont le potentiel s'élève à 62 Mm³ d'eau exploitables et les nappes profondes avec un volume de 88,8 Mm³. Concernant les ressources en sol, la région dispose de vastes plaines alluvionnaires avec un potentiel édaphique assez favorable à l'activité agricole : 20% des sols de la région sont iso humiques très fertiles et 35% sont des sols peu évolués d'apport. Les sols sablonneux qui constituent un important potentiel édaphique de la région sont des sols profonds avec une grande capacité d'absorption des eaux pluviales qui leur permet de pallier à l'insuffisance et à l'irrégularité des précipitations.

Cet important potentiel hydrique et édaphique a été à l'origine de la « révolution agricole » qu'a connue la région depuis les années 1970 et qui a donné lieu à une profonde mutation de ses systèmes et paysages agraires. En effet, la mobilisation de ce potentiel, à travers la création de nombreux périmètres irrigués publics et privés (48 000 ha) et de vastes plantations arboricoles en sec (293 000 ha) a transformé progressivement le paysage régional d'une steppe à dominante pastorale en de grandes étendues arboricoles et maraichères.

Portée par un effort conjoint de la part des pouvoirs publics et des agriculteurs de la région, cette révolution agricole a bénéficié également de l'appui de nombreux projets de la coopération internationale bilatérale² et multilatérale. A ce propos, deux importants projets cofinancés par le FIDA ont joué un rôle important dans le développement de l'agriculture à Sidi Bouzid. Le premier concernait l'irrigation et les périmètres irrigués avec un montant de 13,9 millions de dinars et le second portait sur le développement de l'agriculture en sec, essentiellement l'arboriculture avec un montant de 13,3 millions de dinars. L'effort public au profit de l'agriculture, s'est manifesté également au niveau de l'encadrement institutionnel qui s'est traduit par l'intervention et la création de nombreuses structures spécialisées en particulier dans le développement de l'irrigation dont notamment l'Office de mise en valeur de la vallée de la Medjerda et des périmètres irrigués (1970-1979) et l'Office de mise en valeur des périmètres irrigués de Sidi Bouzid (1983-1989).

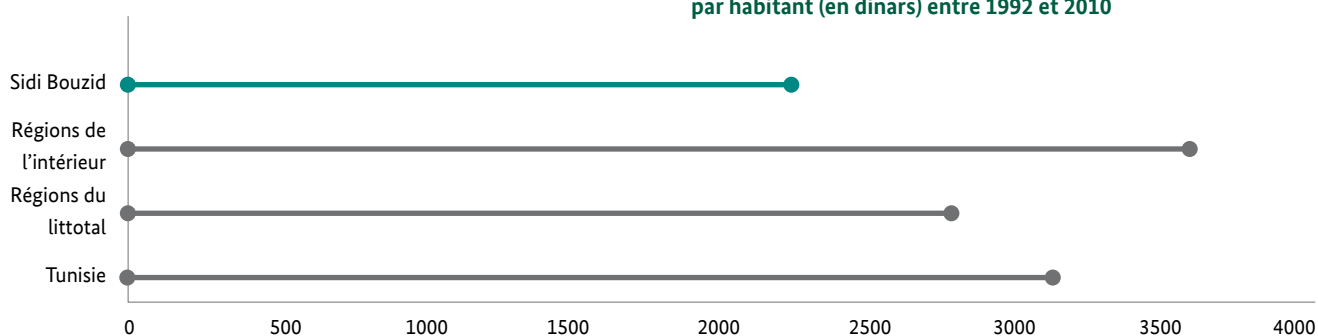
2- Il faut signaler en premier lieu l'action prolongée de l'Agence suédoise de développement international (Asdi ex Sida) qui s'est étalée sur presque deux décennies (1974-1992).



Principal facteur de développement économique et social, l'investissement a enregistré depuis les années 1970 une évolution assez contrastée dans le gouvernorat de Sidi Bouzid :

- Au cours de la période 1973-1985, la région du Centre-Ouest à laquelle appartient le gouvernorat de Sidi Bouzid, a bénéficié de 393,5 MD soit environ 7,3 % de l'ensemble des investissements publics mobilisés par l'Etat alors que la région représentait à l'époque 14,2 % de la population. Comparativement, la région Sud qui avait le même poids démographique que celle du Centre-Ouest a accaparé 20,2 % des investissements publics. La marginalisation de cette dernière est confirmée par l'analyse du ratio de l'investissement sectoriel de la région par rapport à la moyenne nationale et qui montre que le Centre-ouest a enregistré 37 %, 49 %, et 66% respectivement pour les secteurs des équipements collectifs, des industries manufacturières et de l'agriculture. La marginalisation du Centre-Ouest est également confirmée par l'investissement public par tête d'habitant qui présentait un ratio de 51 % de la moyenne nationale (COGEDRAT, 1986). Ainsi, on peut dire qu'au cours de cette période, le gouvernorat de Sidi Bouzid n'a pas bénéficié, à l'instar du reste de la région du Centre-Ouest, d'un effort consistant de la part de l'Etat en vue d'accompagner le développement du nouveau gouvernorat qui a été créé en 1974.
- Au cours du septième Plan quinquennal (1987-1991), le gouvernorat de Sidi Bouzid a bénéficié d'un investissement public de 194 MD soit 4,3 % de l'investissement public de tout le pays et d'un investissement privé de 50 MD soit 1,0 % de tout l'investissement privé. L'analyse de l'investissement moyen par habitant montre que la région de Sidi Bouzid a été relativement avantagée pendant cette période concernant l'investissement public (557 dinars) en comparaison non seulement avec la moyenne nationale (531 dinars) mais aussi avec la moyenne des régions du littoral (510 dinars) et des régions de l'intérieur (556 dinars). A contrario, sur le plan de l'investissement privé, la région a enregistré pendant la même période un niveau assez faible (143 dinars) en comparaison avec les niveaux national (549 dinars), du littoral (732 dinars) et de l'intérieur (336 dinars). Ainsi, on a l'impression que pendant la période charnière qui a suivi le 7 novembre 1987, l'Etat a tenté de rattraper le retard enregistré par la région sur le plan de l'investissement public mais force est de constater que cet effort n'a pas eu d'effet d'entraînement sur l'investissement privé et ne sera pas poursuivi pendant les plans quinquennaux suivants.
- Au cours de la période 1992-2010, le gouvernorat de Sidi Bouzid a bénéficié de 950 MD d'investissements publics, soit 2,8 % de l'ensemble des investissements réalisés dans tout le pays et ce pour une population qui représentait 3,8 % de la population tunisienne. Sur ce plan, le gouvernorat se place parmi les gouvernorats les moins favorisés du pays, il occupait la 18 ème position sur les 24 gouvernorats du pays. Ainsi, Sidi Bouzid a été moins favorisé que plusieurs gouvernorats aussi bien du littoral que de l'intérieur : Sousse (6,2 % des investissements contre 5,9 % de la population), Bizerte (6,2 % des investissements contre 5,1% de la population), Gabes (4,8 % des investissements contre 3,4 % de la population), Jendouba (4,7 % des investissements contre 3,9 % de la population), Gafsa (5,1 % des investissements contre 3,2 % de la population). Il s'agit d'un véritable processus de marginalisation et d'abandon de ce gouvernorat de la part des pouvoirs publics qu'on peut davantage l'apprécier en examinant le montant moyen de l'investissement public par habitant qui nous permet de constater que le gouvernorat de Sidi Bouzid a enregistré un montant (2296 dinars) largement en dessous de la moyenne nationale (3222 dinars), de la moyenne des régions de

Figure n° 1
Moyenne de l'investissement public
par habitant (en dinars) entre 1992 et 2010





l'intérieur (3702 dinars) et de la moyenne des régions du littoral (2857 dinars). En somme avec ce montant, le gouvernorat de Sidi Bouzid occupe quasiment la dernière position (juste avant le gouvernorat de Manouba) dans le classement des 24 gouvernorats du pays.

- Ce « largage » de la part des pouvoirs publics n'a pas favorisé ni le rattrapage du retard de la région par rapport au reste du pays ni la mise en place d'investissements structurants capables de relancer et de transformer d'une façon significative l'économie de la région. C'est ainsi que par exemple l'effort de l'État durant la décennie 2002-2011, concernant l'infrastructure routière, s'est centré pour l'essentiel sur le monde rural de ce gouvernorat. En effet, les progressions significatives, observées au niveau de son réseau routier, ont touché presque exclusivement les « pistes bitumées » (+85%), et les « pistes aménagées » (+76%). Par contre, les voies de communication, servant à ouvrir mieux le gouvernorat de Sidi Bouzid sur le reste du pays, sont demeurées quasi inchangées. Durant la décennie 2002-2011, la progression a été de 1,7% seulement pour les « routes locales bitumées », 10% pour les « routes régionales bitumées », et nulle pour les « routes nationales bitumées ».

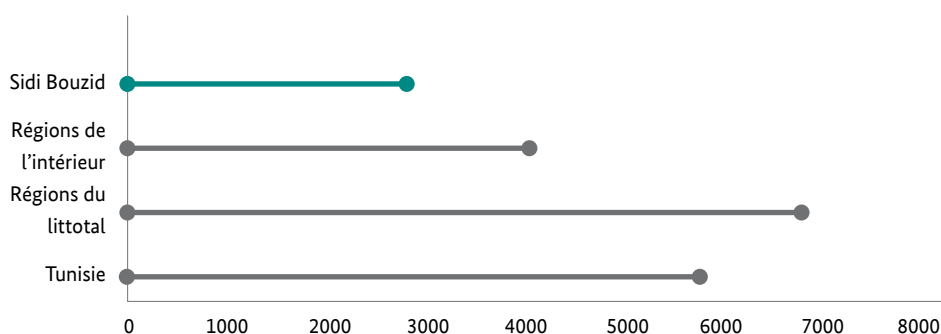
Tableau 1 : Évolution de l'infrastructure routière dans le gouvernorat de Sidi Bouzid (en km)

Type d'infrastructure routière	2001	2006	2011
Routes nationales bitumées	249	249	249
Routes régionales bitumées	213	213	234
Routes locales bitumées	242	245	246
Routes locales non bitumées	14	14	14
Pistes bitumées	529	843	980
Pistes aménagées	116	13	204
Pistes non bitumées	6 076	5 884	4 996

- Sur le plan de l'investissement privé, le gouvernorat de Sidi Bouzid a bénéficié pendant la période 1992-2010 de 1141 MD soit 1,9% de l'ensemble des investissements privés réalisés dans le pays occupant ainsi la 14^{ème} position par rapport à l'ensemble des gouvernorats. Avec ce montant, le gouvernorat de Sidi Bouzid reste loin derrière la majeure partie des gouvernorats du littoral qui accaparent en réalité l'essentiel des investissements privés dans le pays (70,7%). Par contre par rapport aux gouvernorats de l'intérieur, Sidi Bouzid fait partie du groupe des gouvernorats relativement favorisées (Médenine, Gabes, Zaghouan, Beja, Kairouan, Kasserine) qui ont le plus bénéficié des investissements privés ce qui témoigne dans une certaine mesure d'une certaine attractivité de la région. L'analyse de l'investissement privé par habitant confirme également le retard enregistré par le gouvernorat de Sidi Bouzid dans ce domaine : avec un montant moyen par habitant de 2785 dinars, ce gouvernorat enregistre un ratio largement en deçà de la moyenne nationale (5742 dinars), de la moyenne des régions du littoral (6872 dinars) et même de la moyenne des régions de l'intérieur (4062 dinars). Cette dernière est en réalité due principalement à la dynamique d'investissement privé dans les gouvernorats de Médenine, Gabes et Zaghouan qui ressemble davantage à celle des gouvernorats du littoral.

Figure n° 2 :

Moyenne de l'investissement privé par habitant (en dinars) entre 1992 et 2010





En comparaison avec d'autres gouvernorats, seuls Jendouba, Gafsa et Siliana, ont accusé des résultats plus médiocres que celui de Sidi Bouzid en matière d'investissements privés par tête d'habitant. A contrario, dans ce domaine, le gouvernorat de Nabeul a réalisé le record : 9 508 dinars par habitant, soit 3,4 fois le résultat accompli par le gouvernorat de Sidi Bouzid.

Tableau 2 : Investissements publics et privés entre 1992 et 2010

Investissement public			Investissement privé			Total investissement		
1	%	2	1	%	2	1	%	2
Dix Gouvernorats du littoral								
17 810	52,4	2 857	42 830	70,7	6 872	60 640	64,1	9 729
Quatorze Gouvernorats de l'intérieur et du sud								
16 181	47,6	3 705	17 739	29,3	4 062	33 920	35,9	7 766
Gouvernorat de Sidi Bouzid								
950	2,8	2 296	1 141	1,9	2 785	2 092	2,2	5 053
Tunisie								
33 991	100	3 222	60 570	100	5 742	94 560	100	8 965

1 : Volume des investissements (en MD),

2 : Moyenne de l'investissement par habitant (en dinars)

Source : Direction générale du Ministère du développement régional, 2011, plus calculs.

- La faiblesse de l'investissement public et privé, a été dans une certaine mesure compensée, du moins partiellement, par le développement des mécanismes de la micro finance à travers notamment la Banque tunisienne de solidarité (BTS) qui a été créée à la fin des années 90 pour financer directement ou à travers des « Associations locales de développement » des petits projets dans l'artisanat, les petits métiers, les services et l'agriculture. Durant la décennie 2000-2009, la BTS a financé directement dans le gouvernorat de Sidi Bouzid environ 8 600 petits projets, nécessitant un peu plus de 50 millions de dinars d'investissement et générant 12 600 emplois. Ces petits projets ont été réalisés à raison de 40 % dans l'artisanat et les petits métiers, 33% dans la l'agriculture, et 27% dans les services. Dans un premier temps (2000 et 2002), le rythme de créations de ces projets a connu une certaine accélération permettant ainsi la réalisation de 1950 projets en moyenne par an nécessitant 8.6 millions de dinars d'investissement, et créant 2 740 emplois. Par la suite, le rythme de création des projets a connu une certaine décélération avec une moyenne de 417 projets créés par an entre 2003 et 2009. Ceci témoigne en réalité d'une certaine saturation du tissu économique de la région surtout en l'absence de grands projets économiques créateurs d'externalités positives au niveau de la région notamment en termes de demande de biens et services fournis par le secteur des petits métiers.

L'analyse de l'évolution de l'investissement public et privé que nous venons d'entreprendre montre que la région n'a pas bénéficié d'un effort consistant dans le domaine de l'investissement conduisant à une transformation significative de la situation économique et sociale de la région et ce malgré ses acquis dans certains domaines. De ce fait, elle n'a pas pu réaliser de bonnes performances sur le plan économique, social et environnemental comme on peut le constater à travers ce qui suit :

- Le taux d'activité³ de la population dans la région de Sidi Bouzid est plus faible que celui de la moyenne nationale. Pour l'ensemble du pays ce taux est passé de 45,6% en 2004 à environ 47% en 2008 et 2010. Pour la région, ce taux est égal à 41,6%, en 2004, 44,7% en 2007 et 44,5% en 2008. La répartition de la population active entre les différents secteurs confirme une fois de plus que la principale activité de la région reste l'agriculture qui procure 48,7 % des emplois en 2010 alors qu'elle ne représentait que 33 % en 2004 ce qui traduit une nette régression d'autres secteurs sur le plan de l'emploi. Le secteur des services procure 31,9 % des emplois alors que celui des industries manufacturières n'emploie qu'une faible proportion (3,7 %) des actifs employés dans la région (ODCO, 2010).

3- C'est le nombre d'actifs (actifs occupés ou en chômage) par rapport à l'ensemble de la population correspondante, celle en âge de travailler (15 à 60 ans).



Tableau 3 : Répartition de la population active selon les secteurs

Secteur	Sidi Bouzid			Tunisie		
	2004	2007	2008	2004	2009	2010
Agriculture	33%	48,1%	48,7%	17,7%	18,1%	17,6%
Industrie Manufacturière	7,7%	3,5%	3,7%	19,1%	17,7%	18,3%
Industrie Non manufacturière	21,1%	14,3%	13,7%	13,8%	14,0%	14,5%
Services	35%	33,1%	31,9%	48,5%	49,3%	48,8%
Non déclarés	3,2%	1%	2%	0,9%	0,9%	0,9%
Total	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%

Source : ODCO et INS

- Cette structure de la population active témoigne de la dépendance quasi totale de la région vis-à-vis du secteur agricole et à un degré moindre du secteur des services y compris non marchands, principalement la fonction publique qui assure une grande partie de l'emploi dans ce domaine. Sur le plan du chômage, le gouvernorat de Sidi Bouzid a enregistré en 2012 un taux excessivement élevé estimé à 27,5% alors qu'au niveau national ce taux était de 17,6%. La situation du chômage, surtout des jeunes diplômés du supérieur, s'est beaucoup aggravée et constitue désormais un sérieux problème pour la région qui se classe en queue de peloton avec 40,2%.
- Le gouvernorat de Sidi Bouzid connaît depuis les années 1970 une importante dynamique migratoire qui a donné lieu à des soldes migratoires non négligeables, tantôt négatifs tantôt positifs. A ce propos, la décennie 1984-1994, marquée par un solde migratoire positif (4862 émigrants), s'est distinguée par deux phénomènes combinés : la réelle prospérité qu'a connue ce gouvernorat (grâce notamment à la relance de l'investissement public comme signalé plus haut au cours du septième Plan), d'une part, et les difficultés d'émigration vers la Libye, d'autre part (crise politique entre la Tunisie et la Libye, puis embargo imposé à cette dernière). A partir du milieu des années 90, les flux migratoires du gouvernorat de Sidi Bouzid ont commencé à perdre leur aspect pendulaire pour se métamorphoser progressivement en masses d'exode définitif. De ce fait, ce gouvernorat est devenu une véritable réserve de main d'œuvre aussi bien pour le reste du pays que pour l'étranger. Durant la période de récession 1994-2009, l'énorme solde migratoire négatif du gouvernorat de Sidi Bouzid (environ 60 000 émigrants) s'est orienté à raison de 2/3 vers les autres régions du pays (38 000 dont 42 % installés dans le grand Sfax) et 1/3 vers l'étranger (22 000). L'amplification sans précédent du solde migratoire négatif de Sidi Bouzid s'explique par deux facteurs essentiels. Le premier de ces facteurs réside dans le blocage de l'accumulation du capital dans ce gouvernorat, y entraînant une raréfaction des opportunités d'emploi, surtout pour les diplômés du supérieur en nombre croissant. Le second de ces facteurs réside dans la crise du secteur agricole en raison entre autres de l'émiettement excessif des exploitations agricoles, de la surexploitation des ressources en eau et du renchérissement des prix des intrants agricoles. De ce fait, plusieurs exploitations n'assurent plus à leurs propriétaires et à leurs descendants l'emploi et le revenu souhaités. Il en résulte un exode en masse de ces paysans appauvris et prolétariés. Toutefois, l'exode massif qu'a connu le gouvernorat de Sidi Bouzid durant les quinze dernières années y a eu deux impacts positifs : l'allègement de la pression sur son marché d'emploi, d'une part, et un apport exogène non négligeable de revenu, d'autre part. Ce dernier étant progressivement devenu une source de revenu maîtresse pour ce gouvernorat.
- Les principales sources de revenu dans la région sont l'agriculture, la fonction publique, les transferts des émigrés et les actifs du bâtiment. Ces sources ont permis entre la quadriennale 2002-2005 et la quadriennale 2006-2009, une évolution du revenu réel par habitant du gouvernorat d'une moyenne annuelle de 1 007 à une moyenne de 1 058 dinars. Ainsi, ce revenu a progressé de 5%, soit à peine 1,2% par an. Cependant, selon la source de revenu, cette évolution n'a été nullement identique. Les revenus exogènes au gouvernorat y ont presque tous progressé parfois substantiellement. Par contre, ses revenus endogènes y ont en majorité régressé. A ce propos, malgré certains progrès, l'agriculture, principale source de revenu, de Sidi Bouzid semble être de plus en plus exposée non seulement à des contraintes de conjoncture (manque de pluie, fortes chaleurs, fort renchérissement des prix des intrants agricoles,...) mais aussi à des contraintes de structure (exiguïté des exploitations, épuisement et salinisation des ressources en eau, absence d'intégration agriculture-



industrie). En définitive, le revenu de la population du gouvernorat de Sidi Bouzid tend à devenir trop dépendant de ressources exogènes (42% de la totalité de ses ressources durant la dernière décennie) qui sont elles-mêmes exposées à une multitude de menaces tel que le ralentissement de la croissance économique en dehors de la région. En outre, les ressources endogènes du gouvernorat piétinent non seulement à cause des vicissitudes de conjoncture mais aussi à causes de plusieurs anomalies de structure. Sur un autre plan, le revenu est très inégalement réparti entre les délégations du gouvernorat. L'écart peut varier du simple au double entre la délégation relativement la plus aisée (Sidi Bouzid Ouest) et la délégation la plus démunie (Mazouna).

Tableau 4 : Contribution des principales sources au revenu réel moyen par habitant dans le gouvernorat de Sidi Bouzid (2002-2009)

Secteur	Revenu réel moyen par habitant (en dinars) (moyenne 2002-2009)	Part dans le revenu réel moyen par habitant (%) (moyenne 2002-2009)	Taux de croissance entre la quadriennale 2002-2005 et la quadriennale 2006-2009 (en %)	Contribution à la croissance (en %)
Agriculture	485	47,0	-0,5	-4,3
Fonction publique	241	23,3	5,4	23,2
Transferts des émigrés	122	11,8	25,4	55,4
Salariés du BTP	88	8,5	-4,4	-6,9
Retraites	56	5,4	25,5	25,3
Autres revenus	41	4,0	10,1	7,4
TOTAL	1 033	100	5,0	100

Source : Estimations à partir de données de diverses sources

- Selon l'INS en 2005, l'indicateur de pauvreté extrême place le gouvernorat de Sidi Bouzid en haut du classement avec le gouvernorat de Kasserine avec un taux de pauvreté respectivement de 27,5% et 27,2 % contre seulement 4,6% pour Monastir, 6,3% pour Sousse et 6,9% pour Tunis et 7,6% pour toute la Tunisie. L'INS a établi également, en 2011, un taux de pauvreté corrigé pour 2010 selon les grandes régions du pays. A ce propos, la région du Centre-Ouest, dont fait partie le gouvernorat de Sidi Bouzid, reste la région la plus pauvre de la Tunisie avec un taux de pauvreté estimé à 32,3% soit un peu plus que le double du taux national.

Tableau 5 : La pauvreté et la pauvreté extrême selon les régions entre 2000 et 2010 (en %)

	Pauvreté			Pauvreté extrême		
	2000	2005	2010	2000	2005	2010
Tunisie	32,4	23,3	15,5	12,0	7,6	4,6
Grand Tunis	21,0	14,6	9,1	4,3	2,3	1,1
Nord-Est	32,1	21,6	10,3	10,5	5,4	1,8
Nord-Ouest	35,3	26,9	25,7	12,1	8,9	8,8
Centre-Est	21,4	12,6	8,0	6,4	2,6	1,6
Centre Ouest	49,3	46,5	32,3	25,5	23,2	14,3

Source : INS 2011

La situation de la pauvreté dans le gouvernorat peut être également appréhendée à travers l'intervention du « Programme national d'aide aux familles nécessiteuses » (PNAFN) qui accorde une pension trimestrielle (environ 140 dinars) aux ménages les plus pauvres. Dans le gouvernorat de Sidi Bouzid, le nombre des ménages concernés ne cessent d'augmenter passant de 5 334 au cours de la période 1997-2001 à 5 723 pour la période 2007-2011, soit respectivement environ 26 670 et 28 615 personnes. L'effectif des bénéficiaires n'est donc pas négligeable puisqu'il a atteint en moyenne 7% de l'ensemble de la population du gouvernorat et permet au gouvernorat d'occuper une position avancée, sur ce plan, par rapport aux autres gouvernorats du pays.



- Selon l'Institut Tunisien de la compétitivité et des études quantitatives (ITCEQ), la région a enregistré en 2012 un indice régional de développement (IDR)⁴ assez faible (0,28) comparativement avec d'autres gouvernorats du pays (Tunis 0,76, Monastir 0,64, Nabeul 0,57) et qui lui procure un rang assez bas dans l'échelle de classement des 24 gouvernorats du pays (22 sur 24). En outre, on constate au sein du gouvernorat des différences notables sur le plan de l'IDR entre les douze délégations de la région, notamment entre les deux délégations de Sidi Bouzid-Est et Sidi Bouzid-Ouest, tirant profit du rôle de la ville de Sidi Bouzid chef-lieu du gouvernorat, et les autres délégations du gouvernorat. En réalité, la majorité des délégations de la région font partie du groupe des délégations les plus défavorisées du pays comme on peut le constater à travers le tableau ci-dessous :

Tableau 6 : Classement des délégations du gouvernorat de Sidi Bouzid selon l'IDR

Délégation	IDR	Rang parmi les 264 délégations
1. Sidi Bouzid Est	0,30	135
2. Sidi Bouzid Ouest	0,23	173
3. Jilma	0,12	241
4. Cebalet Ouled Asker	0,13	238
5. Bir El Hafay	0,16	215
6. Sidi Ali Ben Aouan	0,15	223
7. Menzel Bou Zayen	0,11	246
8. Mekkassy	0,16	217
9. Souk Jedid	0,04	262
10. Mezzouna	0,16	222
11. Regueb	0,21	182
12. Ouled Haffouz	0,16	216
Gouvernorat	0,28	22

Source : MDRP, 2012

- Pour l'indice de développement humain (IDH)⁵ régional, Sidi Bouzid occupe la 23ème position juste avant Kasserine avec un indice de 0,65 contre 0,82 pour Tunis, 0,79 pour Monastir et Sousse et 0,77 pour Sfax. De ce fait, la majorité des délégations de la région se situent dans la partie inférieure du tableau de classement de l'ensemble des délégations du pays. Seule la délégation de Sidi Bouzid Ouest se place au milieu du tableau en occupant le rang 135.

4- Il s'agit d'un indicateur composite calculé comme la moyenne simple de 17 variables regroupés en quatre blocs : i) le savoir, ii) la richesse et l'emploi, iii) la santé et la population et iv) la justice et l'équité (ITCEQ, 2012)

5- Cet indice intègre 3 éléments : la durée de vie, les connaissances et le niveau de vie (mesuré par le PIB réel par habitant).



3. Caractérisation de la situation des secteurs

L'agriculture

Le secteur agricole du gouvernorat de Sidi Bouzid a connu depuis les années 1970 une mutation profonde qui a permis le passage d'un système agraire à dominante agropastoral à un système agraire basé sur un secteur irrigué couvrant environ 48 500 ha, une arboriculture en sec s'étendant sur une superficie d'environ 293 000 ha et un élevage ovin (350 000 têtes en 2010) et bovin laitier (24 000 têtes en 2010) de plus en plus intégré aux exploitations agricoles.

A l'instar du reste du pays, le paysage agraire du gouvernorat reste marqué par des structures atomisées, caractérisées par la prédominance de la petite exploitation. En effet, 41 % des 35 774 exploitations de la région ont une superficie inférieure à 5 ha et 59,9 % ont moins de 10 ha. Ainsi, l'agriculture à Sidi Bouzid demeure dans sa grande majorité à dominante familiale à l'exception de quelques exploitations modernes installées par des promoteurs privés généralement extérieurs à la région (essentiellement des Sfaxiens) principalement dans la délégation de Regueb.

Initiée par la population locale mais largement soutenue au départ par l'Etat (à travers des interventions en matière d'infrastructure, de subventions et d'encadrement technique), cette mutation agraire a permis à la région de devenir un des principaux foyers de la production agricole du pays notamment pour les cultures maraichères (18% de la production nationale), l'arboriculture (13% de la production d'amandes et 10% de la production oléicole du pays), la production laitière (125 millions de litre en 2012 soit environ 12 % de la production nationale).

En dépit de ces acquis et résultats positifs du secteur agricole, force est de constater que ce dernier n'a pas eu un effet d'entraînement significatif sur le développement de la région en termes d'accumulation productive et par conséquent de diversification du tissu économique. En plus, l'activité agricole demeure confrontée à plusieurs contraintes dont notamment :

- Une aridité du climat qui est de plus en plus accentuée par le phénomène du changement climatique qui devrait se traduire à l'horizon 2030 par une réduction des précipitations de l'ordre de 7 % et une augmentation de la température de 1.1°C ;
- Une surexploitation des eaux souterraines (140 % pour la nappe phréatique en 2011 et 72% pour la nappe profonde) qui constitue une véritable menace pour la durabilité du secteur irrigué principal pilier de l'activité agricole de la région. En réalité, la surexploitation de ces ressources hydrauliques souterraines est beaucoup plus prononcée que ne la laissent apparaître les données statistiques disponibles.
- Une réduction des parcours induisant un déficit fourrager surtout lors des années de sécheresse (70%) ce qui constitue une réelle menace pour le secteur de la production de viande ;
- Un émiettement des structures foncières notamment dans les périmètres irrigués qui restent marqués par le morcellement et la parcellisation des exploitations agricoles.
- Un renchérissement des coûts de production en raison notamment de la réduction voire de la suppression des subventions pour les intrants agricoles et la stagnation voire la baisse des prix à la production des produits agricoles.

En somme, l'agriculture demeure un secteur important pour l'économie de la région mais connaît depuis quelques années une certaine saturation et limites avec des effets négatifs sur le développement économique et social de la région.



L'industrie

L'activité industrielle est assez faible et de portée limitée dans la région de Sidi Bouzid. En effet, le gouvernorat ne compte en 2013, après plus de 50 années de l'apparition de l'industrie, que 40 entreprises industrielles qui emploient 3 073 personnes. Quatorze de ces entreprises et environ 2 000 emplois, sont totalement dédiés à l'exportation, le reste (26 entreprises et 1 073 emplois) travaille pour le marché local. Sidi Bouzid possède les plus faibles performances industrielles du Centre-Ouest et probablement parmi les plus faibles du pays. De ce fait, on peut dire que le tissu industriel installé dans la région est insignifiant par rapport aux défis du développement du gouvernorat.

En termes de répartition sectorielles, trois secteurs dominent à Sidi Bouzid : les industries agroalimentaires (IAA : 35% des entreprises et 17% des emplois), les industries de textile et habillement (ITH : 25% et 33%), et les industries des matériaux de construction, céramique et verre (IMCCV : 15% et 7%). Si l'on excepte les industries diverses (5% des entreprises et 30% de emplois), certains secteurs sont absents comme les industries du cuir et des chaussures. Les industries mécaniques et métallurgiques (IMM), les industries électriques, électroniques et électroménagères (IEEE), et les industries chimiques (ICH) ne comptent que 5 entreprises et 218 emplois. Par rapport à l'année 2000, cette structure sectorielle a évolué puisque les IAA et les IMCCV ont relativement régressé, alors que les ITH ont connu une progression (+ 8 entreprises et plus 768 emplois). Globalement, les industries manufacturières sont très peu dynamiques, elles ne régressent pas, mais elles ne créent pas également assez d'emplois, en moyenne un peu moins de cent emplois par an pendant la décennie 2002-2012.

Sur les quarante entreprises installées à Sidi Bouzid, 23 sont de très petites entreprises (TPE), 15 sont des PME et deux uniquement emploient plus de 200 salariés : COALA et Steiff Jouets. Cette dispersion du tissu industriel de Sidi Bouzid ne le prédispose pas à un développement industriel rapide. En effet, les entreprises créées depuis plusieurs années ne grandissent pas et ne se transforment pas en PME sinon en grandes entreprises. En outre, les entreprises nouvellement créées sont également des TPE exceptées les quatre entreprises des ITH qui ont été récemment créées. La taille très réduite du tissu industriel du gouvernorat et la domination des TPE ne constituent pas un facteur d'attraction de l'investissement industriel. Les IDE mais aussi les investissements locaux cherchent, entre autres facteurs, des tissus industriels développés et diversifiés qui favorisent les économies externes (pécuniaires et technologiques).

Sur un autre plan, l'activité industrielle se limite en général à Sidi Bouzid à la transformation de premier niveau des ressources disponibles localement et dépasse rarement ce stade pour accéder à un niveau plus avancé de maîtrise technologique. De ce fait, l'activité industrielle ne peut qu'être faiblement demandeuse en ressources humaines très qualifiées, son besoin étant plutôt au niveau de techniciens qualifiés pour répondre aux besoins de la gestion de production, de la conduite de machines ou de la maintenance. En outre, le faible niveau d'intensité technologique ne favorise pas la production d'une plus grande valeur ajoutée par le tissu industriel source d'une accumulation productive et d'un développement du tissu industriel de la région.

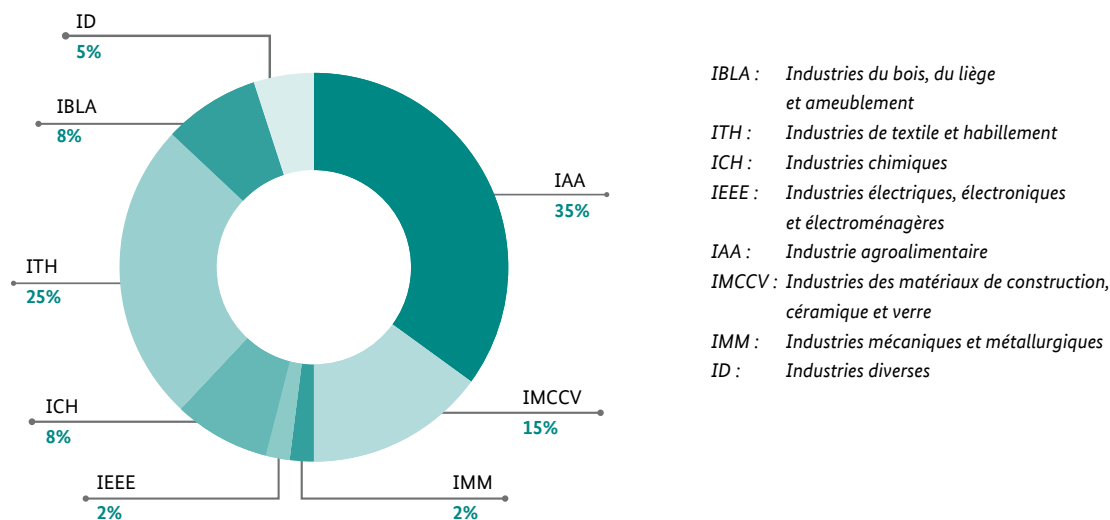
Sur le plan spatial, le tissu industriel se distingue par une concentration dans quelques délégations de la région : en 2013, sur les 40 entreprises et les 3073 emplois industriels, 60% des entreprises et 91% des emplois sont localisées dans la ville de Sidi Bouzid (les délégations de Sidi Bouzid Est et Ouest). Regueb accueille 7 entreprises pour 102 emplois. Mknassy reçoit 3 entreprises qui emploient 206 personnes. Jelma 2 entreprises et 60 emplois. Quant aux quatre délégations de Souk Jédid, Sidi Ali Ben Aoun, Menzel Bouzaine, et Mazouna, elles n'abritent aucune usine. Ces délégations restent intégralement agricoles. Ainsi, seule la ville de Sidi Bouzid, possède un tissu industriel équilibré entre entreprises totalement exportatrices (12 entreprises et 2007 emplois) et entreprises orientées pour le marché local (12 entreprises et 781 emplois).

Il est tout à fait normale que l'activité industrielle soit concentrée dans la première ville du Gouvernorat, il est même souhaitable que des politiques et des mesures soient mises en place pour conforter Sidi Bouzid ville dans cette situation de « pôle industriel » de sa « région ». D'ailleurs, la localisation du plus grand investissement jamais réalisé (Centrale laitière) à Lessouda, plaide pour cette concentration. En outre, les projets non encore réalisés sont, pour leur majorité destinés à y être implantés.

Sur un autre plan, le tissu industriel de Sidi Bouzid, n'est pas totalement déconnecté de l'économie nationale et internationale. En effet, en 2013, les entreprises totalement exportatrices concernent 50% du tissu industriel et



Graphique 3 : Répartition sectorielle du tissu industriel



les deux tiers de l'emploi du secteur. En outre, les entreprises possédées totalement par du capital étranger sont au nombre de trois mais contrôlent un peu moins du tiers de l'emploi. Si l'on ajoute, les 5 entreprises mixtes, qui emploient 1 053 personnes (dont environ 1000 chez Steiff Jouets), on peut déduire qu'un peu plus du deux tiers de l'emploi et 25% des entreprises ont l'espace économique internationale comme cadre d'activité et de développement. Ceci montre que la faiblesse du tissu industriel de Sidi Bouzid ne s'explique pas nécessairement par l'enclavement géographique de la région ni par sa faible connexion par rapport aux réseaux d'infrastructures, de capitaux, d'idées et de technologies. Plusieurs facteurs sont certainement à l'origine de la modestie du tissu industriel et de son manque d'impact sur le développement économique et social de la région.

Finalement, nous pouvons dire que le tissu industriel du gouvernorat de Sidi Bouzid connaît depuis un certain temps une certaine stagnation voire une régression. Cela s'explique par une démographie d'entreprise très peu dynamique qui se caractérise par une faible natalité des unités industrielles⁶ et par une mortalité élevée de ces dernières. Pour les entrepreneurs de la région, l'expérience industrielle serait vécue comme une rude épreuve à éviter surtout que les institutions en charge et d'appui du secteur industriel à Sidi Bouzid ne jouent pas un rôle distingué pour la promotion industrielle et pour le soutien aux entreprises en difficulté dans ce gouvernorat.

Ce processus d'industrialisation régionale peu dynamique n'est pas de nature à favoriser l'accumulation du capital et du savoir technique et managérial dans le domaine industriel au niveau de la région. Il ne favorise pas non plus une plus grande intégration entre l'activité industrielle et le reste de l'économie dans une perspective de valorisation des potentialités locales et de diversification du tissu économique d'une région restée dépendante d'une agriculture elle-même en difficulté.

Pour conclure, nous pouvons dire que le secteur industriel du gouvernorat souffre d'une crise structurelle qui l'empêche de devenir un véritable moteur de l'économie locale et du développement régional. En outre, depuis le 14 janvier 2011, cette crise est doublée d'une crise conjoncturelle causée par le contexte de la transition politique que connaît le pays. En effet, les problèmes de la demande du marché national, les difficultés des relations avec les marchés internationaux, l'absence de sécurité, et l'instabilité politique et sociale ont taxé Sidi Bouzid d'une image négative pour les investisseurs nationaux et étrangers.

Des entreprises ont fermé (6 entre 2010 et 2012 et 387 emplois ont été perdus), d'autres sont en chômage technique, d'autres encore ont délocalisé. Enfin, certains projets ont ajourné leur installation dans le gouvernorat. Au début de 2013, il apparaît que les effets de conjoncture révolutionnaires ont fléchi. Mais la réinstallation de la confiance n'est pas chose aisée dans les milieux d'affaires.

6- Pendant la première décennie de ce siècle, naissent dans le gouvernorat de Sidi Bouzid, en moyenne et par an, un peu moins de 3 entreprises, et se créent environ 100 emplois dans la région, ce qui est très faible même par rapport aux autres gouvernorats du Centre Ouest.



Face à cette double crise structurelle et conjoncturelle, il est évident qu'une politique active et volontariste de développement industriel à Sidi Bouzid ne peut pas faire l'économie d'une stratégie d'amélioration de l'attractivité territoriale de ce gouvernorat et des conditions cadre pour l'émergence d'une dynamique d'industrialisation durable de la région.

Les services

La situation du secteur des services d'une région est généralement tributaire du niveau de développement des principaux secteurs économiques dont en particulier ceux de l'industrie et de l'agriculture. En outre, le développement des « services marchands » nécessite des concentrations urbaines avec des entreprises grandes consommatrices de ces services et des ménages ayant des besoins diversifiés et des revenus respectables.

A Sidi Bouzid, ce secteur reste à l'heure actuelle relativement modeste et les entreprises opérant dans ce domaine sont assez faibles. En effet, le diagnostic établi par le PREDD sur les sept branches du secteur des services (santé, TIC, transport, tourisme, services liés à l'industrie, services liés à l'agriculture, services financiers et d'assurance et services d'appui) a montré que le marché des services (notamment pour les industries) est assez restreint et que le chiffre d'affaires annuel des prestataires locaux est assez réduit. A ce propos, les services liés à l'industrie concernent généralement des petits ateliers de tourneurs, des unités de rembobinage électrique, des mécaniciens, des transporteurs, des comptables. Sur le plan touristique, la région est assez pauvre en infrastructure hôtelière, en outre, elle est peu concernée par les circuits touristiques qui partent du littoral en direction des régions de l'intérieur (Gafsa, Djérid, Kasserine...). Le développement des services en matière des TIC reste handicapé par l'état des infrastructures (absence de couverture totale dans toutes les délégations, même avec la clé 3G+) et ce malgré les efforts entrepris pour moderniser le réseau Internet. De ce fait, le nombre des entreprises actives dans les TIC est faible et sont généralement des structures de petites taille et à faible employabilité à l'exception des centres d'appel. Pour le secteur de la micro finance et finance, la région dispose de 13 associations de développement local dont 6 sont opérationnels et le reste connaît des difficultés, de 3 antennes d'ENDA et de la BTS dont l'intervention dans la région a connu, comme on l'a vu plus haut, une régression ces derniers temps en raison de la saturation du tissu économique en microentreprise. La région dispose également d'une agence de la BFPME dont l'intervention est assez faible et s'est limitée au financement de moins de 10 projets en 2012. Le nombre des agences des banques commerciales est relativement satisfaisant (18 agences) mais l'effectif des agents est limité et le volume des fonds concernés est réduit ce qui traduit, dans une certaine mesure, la faiblesse de la dynamique économique régionale.

Les services non marchands qui sont généralement fournis par des établissements administratifs ont connu ces dernières années une certaine dégradation liée au désengagement progressif de l'État dont les capacités en particulier sur le plan budgétaire sont de plus en plus réduites. En réalité l'état des services à caractère public de la région de Sidi Bouzid est similaire à celui de la majorité des régions de l'intérieur⁷.

L'enseignement supérieur, la formation professionnelle et la recherche-développement

Le secteur de l'enseignement supérieur a démarré tardivement dans le gouvernorat de Sidi Bouzid. Le premier établissement universitaire, l'Institut Supérieur des Études Technologiques (ISET) a été créé en 2003, suivi par l'Institut supérieur des arts et métiers (ISAM) en 2009 et puis par la Faculté des sciences et techniques en 2012.

L'effectif global des étudiants inscrits dans les trois établissements, au cours de l'année universitaire 2012-2013, s'élevait à 911 étudiants dont 501 inscrits à l'ISET. Ce dernier établissement a vu le nombre de ses étudiants baisser de 14 % depuis 2010. En réalité, la capacité d'accueil des trois établissements de la région dépasse largement le nombre des étudiants inscrits ce qui pose le problème de l'attractivité de ces établissements et au-delà celle de la région. Ceci s'explique par l'incapacité de la région, en l'état actuelle des choses, à offrir des conditions

7- A Sidi Bouzid, le nombre d'habitants pour un médecin de la santé publique est de 3104 contre 1208 au niveau national, et le nombre de lits pour 1000 habitants est 0,99 contre 1.71 au niveau national.



optimales pour un enseignement supérieur de qualité non seulement au niveau des établissements d'enseignement (infrastructure universitaire, corps enseignant) mais également au niveau de la ville de Sidi Bouzid qui n'offre pas des conditions de vie attirantes pour les jeunes étudiants.

La région dispose également de 4 établissements de formation professionnelle publics et 41 centres de formation privée couvrant toutes les branches techniques, administratives et artisanales. La majorité de ces centres dispose d'équipements assez développés en comparaison avec les autres centres des régions limitrophes. Toutefois, la faiblesse du tissu industriel et des activités de services dans la région n'a pas rendu facile l'insertion des sortants des centres de formation dans le marché du travail local, ajoutant à cela l'insuffisante collaboration entre les entreprises et les structures de formation professionnelle dans la région.

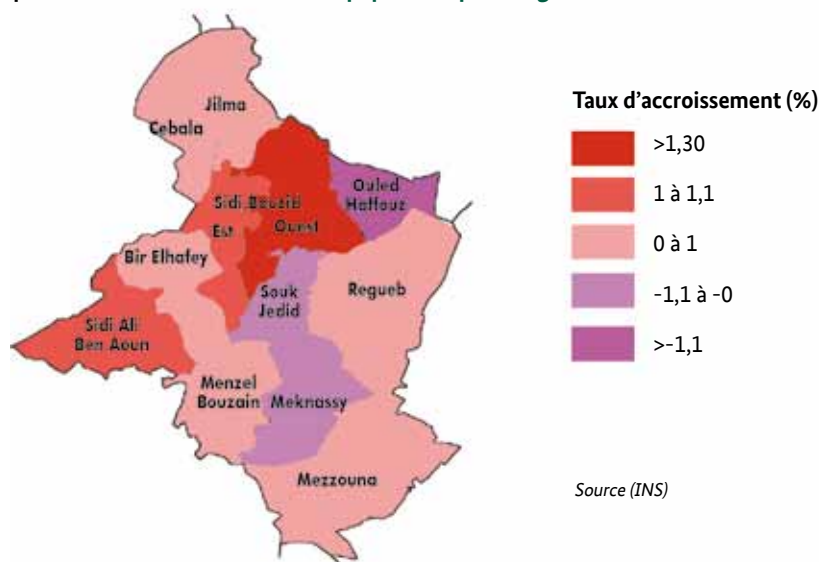
Sur le plan de la recherche-développement, Sidi Bouzid dispose d'un Centre régional des recherches agricoles depuis 2009. Ce centre dont le champ d'action couvre les gouvernorats du centre-ouest n'a pas encore le potentiel scientifique et technique nécessaire pour jouer un rôle important dans l'accompagnement de la dynamique agricole de la grande région. Le personnel scientifique se limite à l'heure actuelle à 8 cadres dont 6 sont des jeunes chercheurs ayant le statut d'attachés de recherche qui sont en cours de préparation de leurs thèses. Ceci étant dit, le centre a mis en place de nombreux programmes de R&D portant sur des thématiques spécifiques à la région qui bénéficient de l'appui d'autres structures scientifiques, plus expérimentées, nationales et internationales. En réalité la création de ce centre est un acquis très important pour une région où l'agriculture constitue un secteur essentiel pour l'économie régionale, toutefois son développement futur reste conditionné par la mise en place d'une véritable stratégie de R&D orientée vers l'innovation et la valorisation des résultats de la recherche.

L'aménagement du territoire et les infrastructures

La région de Sidi Bouzid a été, pendant longtemps, un territoire où vivait une population agropastorale dont le mode de vie était caractérisé par le nomadisme et le semi-nomadisme. Avec l'indépendance du pays, l'état a opté pour la promotion administrative dans la région et la modernisation de l'activité agricole.

Sur le plan démographique, en 2014 la région comptait environ 429 912 habitants, soit environ 3,9 % de la population tunisienne. Le croit démographique évolue à un rythme relativement faible (0,64 % par an) et le déficit migratoire s'est aggravé ces dernières années dans la région dont certains secteurs ruraux sont entrés dans une phase de dépeuplement. La région est devenue un important foyer d'émigration vers les régions du littoral avec un déficit migratoire de -14527 entre 1999 et 2004. Elle est lourdement déficitaire avec la région de Sfax (-6000).

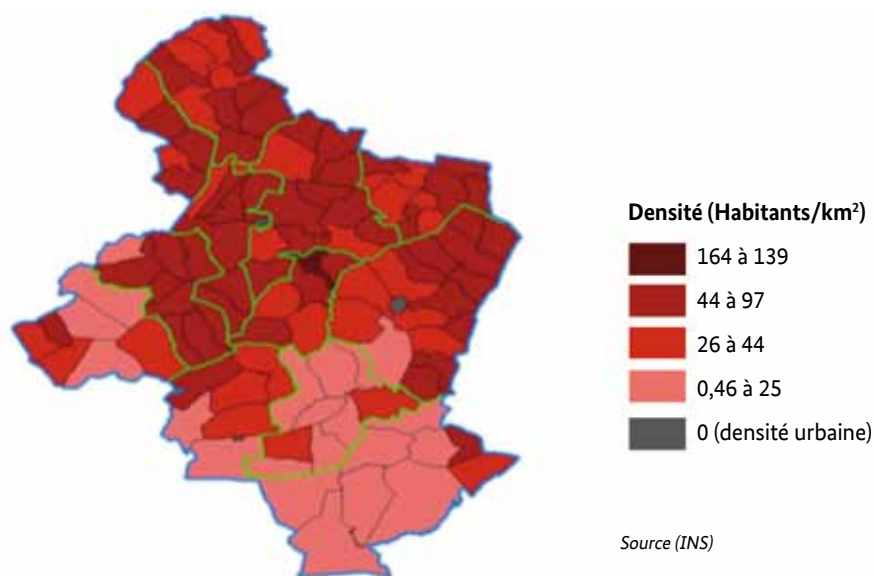
Graphique 4 : Taux d'accroissement de la population par délégation 2004-2012





Sidi Bouzid est la région la moins urbanisée du pays : son taux d'urbanisation a atteint 24,3 % en 2004 puis 25,4% en 2013, contre un taux moyen national de 66,4%. Avec ce faible niveau d'urbanisation, on peut dire que la transition urbaine de la région reste relativement lente et n'induit pas une structuration de l'espace autour de centres urbains importants. La ville de Sidi Bouzid est la commune la plus importante et la plus dynamique d'une région qui reste marquée à la fois par les disparités entre les communes et par une population rurale très dispersée ce qui constitue un handicap majeur pour la dynamique de développement régional.

Graphique 5 : Densité de la population rurale par secteur en 2004



Sur le plan de l'équipement en voies de communication, le gouvernorat de Sidi Bouzid se situe en retrait par rapport aux grands axes de circulation à caractère national. C'est le cas en particulier de la ville de Sidi Bouzid, chef-lieu du gouvernorat, dont les échanges avec les autres villes de la région et les régions voisines s'effectuent plutôt par les routes régionales (RR 125 et RR 83) qui se croisent à Sidi Bouzid. En somme, la situation du maillage routier de la région favorise davantage la polarisation des différentes agglomérations de la région par les pôles extérieurs surtout que ce maillage reste incomplet en ce qui concerne les routes régionales et les routes locales dont le rôle est important pour le désenclavement, notamment des zones rurales⁸ et l'intégration territoriale.

L'effort public en matière d'équipement socio-économique n'a pas été suffisant pour inciter l'investissement dans les secteurs de l'économie urbaine ; alors que l'engagement de la population dans la modernisation de l'activité agricole et la mise en valeur de ses potentialités, avec le soutien massif de la part des pouvoirs publics, a fortement marqué l'évolution de cette région. Ainsi, le niveau d'équipement de la région reste modeste et concentré sur les chefs-lieux des délégations qui disposent des services administratifs et sociaux de base (administration, éducation, santé, poste...). Seule, la ville de Sidi Bouzid offre des prestations évoluées liés à la présence des services techniques et équipements publics du niveau régional. D'ailleurs, la création de nouveaux équipements universitaires dans cette ville va certainement se traduire par la promotion des fonctions supérieures et l'émergence d'un pôle spécialisé dans les domaines de la santé, de la technologie et de l'ingénierie. La réalisation des équipements de culture, de sport et de loisir programmés va contribuer à accroître dans le futur l'attractivité du chef-lieu du gouvernorat. Paradoxalement, le milieu rural de la région se caractérise par un suréquipement par rapport aux normes de programmation des équipements et une forte dispersion des établissements. Toutefois, la multiplication des petites structures d'éducation et de santé n'a pas amélioré l'accessibilité et la qualité des services publics de base.

⁸ La part des routes classées ne dépasse pas 20% dans toutes les délégations de la région de Sidi Bouzid, contre une moyenne nationale de légèrement au-dessus de 30%.



Le taux de branchement des ménages ruraux aux réseaux d'eau potable est de 37,6 % dans la région, contre 56 % au niveau national ; ce qui révèle un retard important, des conditions d'accès plus difficiles et des coûts sociaux plus importants. Egalement, les indicateurs de télécommunications permettent de constater le retard de la région par rapport aux régions les plus développées et les disparités spatiales à l'échelle régionale qui traduisent des écarts de niveau de vie et de développement à l'intérieur de la région. La densité téléphonique dans la région était de 51 lignes pour 100 habitants en 2010, contre une densité de 110 à l'échelle nationale. Les abonnés à internet étaient au nombre de 4442 ; soit 0,9 % du nombre total d'abonnés en Tunisie pour une population de 3,9 %. Sur le plan de l'assainissement, la région se caractérise également par une faible couverture : seule la ville de Sidi Bouzid dispose d'une station de traitement des eaux usées en cours d'exploitation alors que la ville de Mknassy dispose d'une nouvelle station qui n'est pas encore fonctionnelle en raison d'un blocage foncier.

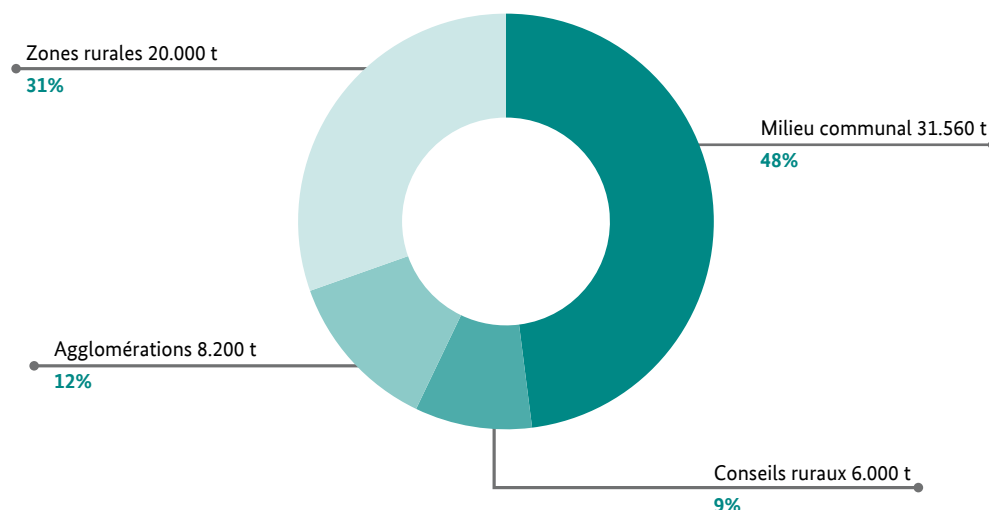
L'environnement

L'état de l'environnement dans la région, notamment en matière de gestion des déchets, d'assainissement et des carrières, révèle que Sidi Bouzid est confronté à des problèmes environnementaux aux causes multiples pouvant entraver la dynamisation du développement de la région. Les principaux problèmes identifiés sont :

- Le dysfonctionnement de toute la chaîne de gestion des déchets solides conduisant à une dissémination des déchets (66 000 T/an) un peu partout en milieu urbain et rural. L'incivilité des citoyens, la dégradation des équipements de collecte et de nettoyage, le manque de professionnalisation des services en charge de la gestion des déchets, l'affaiblissement du système de contrôle, la dégradation des ressources budgétaires des communes⁹ et le manque de décharge contrôlée au niveau de la région constituent les principales causes de la prolifération des déchets et la dégradation de la propreté et des paysages du milieu urbain et rural.

Graphique 6 :

Répartition de la production des déchets ménagers et assimilés en tonne par gisement dans le gouvernorat



Source : ANGED 2012

9- Pendant les quatre dernières années le budget du titre I (fonctionnement) des 6 communes n'a évolué en moyenne que de 5%, ce qui est loin de compenser les augmentations des salaires et des prix du carburant et des pièces de rechange. Quant au budget du titre II (investissement), il a diminué de 31 % alors qu'il doit augmenter pour réparer les dégâts et rattraper les retards en matière d'infrastructures et d'équipements de la gestion des déchets.



Décharge communale de Sidi Bouzid

La situation est d'autant plus inquiétante pour la gestion des déchets industriels, des déchets d'activités des soins et à risques infectieux (DASRI)¹⁰, des déchets des abattoirs et des déchets de démolition qui constituent une véritable menace pour l'environnement et pour la santé de la population.

- La défaillance du système d'assainissement des eaux usées en raison entre autres du : i) mauvais état dans laquelle se trouve la station d'épuration des eaux (STEP) de la ville de Sidi Bouzid dont la capacité est de 3000m³/jour alors qu'elle reçoit 4500 m³ / jour, ii) l'absence d'entretien des réseaux non pris en charge par l'ONAS, faute de moyens financiers et d'organisation, iii) le retard dans la réalisation des projets de d'assainissement en milieu urbains et la non exploitation de certains infrastructures mise en place à cause des problèmes fonciers, iv) le déversement des rejets liquides des puits perdus dans le milieu naturel notamment en milieu rural.
- La dégradation de l'environnement induite par l'exploitation des 14 carrières de la région qui dégagent des poussières intenses provenant aussi bien des activités de concassage que des pistes d'accès aux carrières. Les tirs de mines pratiqués pour l'abattage des roches dans les carrières génèrent également des vibrations désagréables pour les habitants et ont même causé des dégâts sur les constructions. Les carrières ont aussi un impact négatif sur le paysage et sur les exploitations agricoles qui subissent les externalités négatives des carrières dont l'exploitation ne se fait pas généralement selon les normes et les plans d'exploitation indiqués dans les demandes d'autorisation.

Sur un autre plan, le niveau de contrôle des infractions environnementales (gestion des déchets, exploitation des carrières, rejets liquides en milieu naturel) a connu un relâchement remarquable depuis l'avènement du 14 janvier 2011, les principales causes sont :

- La dissolution du service de contrôle des infractions au niveau des communes. Par ailleurs, les anciens agents de contrôle municipaux ont changé de statut pour devenir la police municipale sans que les communes puissent réellement exercer leur autorité sur ces agents..
- L'insécurité qui règne depuis le déclenchement des agitations et revendications sociales dans tout le pays.
- Le manque de contrôleurs assermentés, au sein de l'ANPE, en nombre suffisant pour couvrir toute la région (un contrôleur affecté actuellement à Sidi Bouzid et Kasserine ne peut faire face tout seul aux infractions constatées).

¹⁰- La gestion des DASRI est faite d'une façon anarchique. L'hôpital régional de Sidi Bouzid procède certes à un tri sélectif des DASRI au niveau des différents services, mais comme l'incinérateur est hors service depuis plusieurs mois, les déchets sont brûlés dans la nature et ce en infraction à la réglementation en vigueur.



4. Problématique de développement du gouvernorat

De nos jours, la région de Sidi Bouzid se caractérise par un niveau de développement économique et social similaire à celui des régions de l'intérieur. En effet, de nombreux indicateurs socio-économiques (tel que l'indice de développement humain : 25,36%) montre que la région est généralement classée parmi les régions les plus défavorisées du pays. Une telle situation pourrait être expliquée par de nombreux facteurs internes et externes à la région dont :

- Depuis sa création en 1974, le gouvernorat de Sidi Bouzid a connu deux périodes de développement assez distinctes l'une de l'autre. Une première période de relative prospérité couvrant les années 1970 et 1980 et une seconde période à partir du milieu des années 90 qui est caractérisée par une stagnation économique et une crise profonde. De ce fait, le solde migratoire a été négatif (- 60 000 personnes entre 1994 et 2009) au cours de la seconde période alors qu'il a été quasi nul pendant la première période.
- Au cours de la seconde période, la région a enregistré des niveaux d'investissement public et privé parmi les plus faibles du pays. Elle a bénéficié d'un investissement public par habitant largement en dessous de la moyenne nationale et de la moyenne des régions de l'intérieur. En réalité l'effort de l'Etat, en dépit du fait qu'il a été dérisoire, il a davantage privilégié les dépenses à caractère social au détriment des dépenses pour le développement économique. **De ce fait la région n'a pas connu réellement des investissements publics structurants indispensables pour le développement régional tant sur le plan de l'infrastructure que sur le plan de l'activité économique (pôle industriel).**
- Le gouvernorat de Sidi Bouzid dispose d'atouts spécifiques relativement modestes qui n'ont pas permis à la région de présenter une grande attractivité pour les grands investissements productifs. De ce fait, la région est restée prisonnière d'un secteur agricole (48,7% de l'emploi) à dominante familiale basée principalement sur la mobilisation des eaux souterraines (ressource rare et fragile) pour l'irrigation. Ce secteur n'a pas eu un effet d'entraînement significatif sur le développement de la région en termes d'accumulation productive et par conséquent de diversification du tissu économique. La saturation que connaît le secteur agricole, y compris sa composante irriguée, depuis quelques années constitue un facteur majeur de stagnation voire de blocage économique de la région.
- Sur le plan de l'urbanisation, le gouvernorat de Sidi Bouzid se caractérise par un faible niveau d'urbanisation (25,4 %) qui se manifeste à travers notamment une grande dispersion de la population, l'absence de métropole structurant le territoire régional et la prédominance de petites agglomérations rurales ayant souvent davantage de liens (historiques, sociaux, économiques) avec les régions limitrophes qu'avec le reste du gouvernorat.
- La région est également marquée par les traditions migratoires et de mobilité peu favorables à l'accumulation productive et à l'esprit d'entrepreneuriat. D'ailleurs, les apports des émigrés sont relativement faibles et peu efficaces : les transferts des émigrés sont destinés beaucoup plus à la consommation qu'à l'investissement, même si dans les années 1970, de nombreux puits de surfaces et petits périmètres irrigués ont été créés grâce aux apports de l'émigration surtout en Libye. Sur un autre plan, la région connaît actuellement une certaine rupture en termes de besoins et d'ambitions entre la génération des années 70 et 80 qui a mis en œuvre le développement agricole de la région et la génération actuelle, plus instruite et diplômée, dont les attentes et les ambitions sont plus en rapport avec un développement économique plus diversifié et urbanisé et par conséquent certainement moins agricole.



- En somme, **la région de Sidi Bouzid a connu un processus de développement inachevé donnant lieu à un tissu économique peu diversifié et de plus en plus contrarié par de multiples facteurs internes et externes dont notamment la dégradation des ressources en eau, le renchérissement des coûts de production agricole, l'insuffisante accumulation des richesses sur place et la faiblesse de l'esprit entrepreneurial.** Le désengagement prématuré de l'Etat et le redéploiement de son rôle au profit principalement des actions à caractère social n'ont pas favorisé non plus l'émergence d'une véritable dynamique économique créatrice de richesse et d'emplois décents. La crise grave qu'a connu le gouvernorat de Sidi Bouzid en 2010 aurait pu éclater plus tôt n'eut été trois facteurs ayant contribué à différer un certain temps cette crise et qui concernent l'émigration massive (solde migratoire négatif), la rétention scolaire à un âge avancé et la création des petits métiers grâce notamment au micro crédit.



Développement spectaculaire du maraichage, mais de plus en plus contrarié par de multiples contraintes





5. Vision stratégique et conditions cadre pour le développement futur du gouvernorat

Le plan régional d'environnement et de développement durable (PREDD) du gouvernorat de Sidi Bouzid vise à initier une nouvelle dynamique de développement régional durable prise en charge par les acteurs locaux et soutenue par un effort consistant de la part de l'Etat. Cette nouvelle dynamique devrait permettre à la région de Sidi Bouzid de diversifier davantage son économie, de mieux intégrer, sur le plan économique et social, les nouvelles générations et d'assurer un meilleur positionnement de la région dans son environnement national et international. A ce titre, le PREDD constitue un cadre stratégique de référence permettant à la région de :

- organiser et piloter sa dynamique de développement économique et social dans le cadre d'une gouvernance locale s'inscrivant dans le processus de décentralisation du pays ;
- négocier avec les pouvoirs publics sa stratégie de développement en termes d'orientations et d'actions prioritaires et spécifiques de la région dans le cadre du projet global du pays ;
- faire valoir ses potentialités et ses atouts en vue de s'assurer un meilleur positionnement et attractivité par rapport à un environnement national et international de plus en plus marqué par la concurrence entre les territoires.

L'initiation d'un processus développement régional durable sur la base de la vision stratégique ci-dessus, nécessite au préalable un certain nombre de conditions cadre dont :

- L'appropriation de la vision stratégique du développement futur de la région par les acteurs locaux dont l'implication dans la mise en œuvre et le suivi-évaluation de cette vision est également requise.
- Le soutien rénové et constant de la part de l'Etat pour le développement de la région à travers entre autres la mobilisation des ressources budgétaires conséquentes, le développement du partenariat public-privé et l'encadrement institutionnel rapproché.
- La mise en place d'une nouvelle gouvernance régionale et locale s'inscrivant dans une véritable dynamique de décentralisation.
- La mise en place d'institutions locales appropriées disposant de moyens d'action et de ressources humaines compétentes en matière de pilotage stratégique, de veille, d'analyse et de planification.



6. Le plan d'action

Dans le but de mettre en œuvre la vision et les orientations stratégiques développées au niveau du PREDD du gouvernorat de Sidi Bouzid, un plan d'action a été élaboré avec une approche participative. Ce plan d'action comporte 70 projets répartis en deux catégories. Des projets à caractère régional d'appui au développement au nombre de deux (2) et soixante-huit (68) projets à caractère sectoriel :

Tableau 7 : Répartition des projets du plan d'action du PREDD par secteur

Secteur	Nombre de projets
Projets à caractère régional	02
Agriculture	14
Industrie	10
Services	06
Aménagement du territoire et infrastructure	11
Enseignement supérieur, formation professionnelle et recherche-développement	13
Environnement (gestion des déchets, assainissement et carrières)	14
Total	70

6.1 Les projets à caractère régional

La réalisation des objectifs du PREDD implique dans un premier temps, la mise en place de deux structures à caractère régional dont le rôle consisterait à apporter l'appui nécessaire au développement, au pilotage et à la mise en œuvre des différents plans d'action sectoriels du PREDD. Il s'agit de :

- Une Agence de Développement Régional, Economique et Social (ADRES)
- Une Banque Régionale de Développement (BRED).

Le coût total des projets à caractère régional est estimé à 1151 millions de dinars répartis comme suit :

Tableau 8 : Les projets à caractère régional du PREDD et leurs coûts

Création	Coût (MDT)
Agence de Développement Régional, Economique et Social (ADRES)	1
Banque Régionale de Développement (BRED)	1150
Total	1151

6.2 Les projets à caractère sectoriel

Le secteur de l'agriculture

Malgré les multiples défis auxquels est confrontée l'agriculture à Sidi Bouzid notamment en ce qui concerne la gestion durable des ressources naturelles et la préservation du potentiel productif, ce secteur continue à constituer le principal pilier du développement socio-économique de la région.

Toutefois, l'activité agricole dans la région devrait désormais concilier la mobilisation des ressources rares, l'efficacité économique et une répartition plus équitable des fruits de la croissance afin de réguler la pression sur le secteur qui découle de l'absence d'alternative à l'activité agricole. Une meilleure articulation entre les secteurs de l'économie est à rechercher, ainsi qu'une politique structurelle qui définisse une vision prospective de l'agriculture dans le gouvernorat de Sidi Bouzid dans un contexte de plus en plus globalisé.



Pour ce faire, six orientations stratégiques ont été retenues en vue d'assurer un développement durable du secteur agricole :

- **Orientation stratégique 1** : Améliorer la productivité de l'activité agricole dans le domaine pluvial et irrigué
- **Orientation stratégique 2** : Diversifier davantage l'économie régionale dans une perspective d'assurer une plus grande intégration entre agriculture et le reste de l'économie et d'alléger la pression sur le secteur
- **Orientation stratégique 3** : Assurer une meilleure gouvernance des ressources naturelles dans une perspective de durabilité
- **Orientation stratégique 4** : Améliorer l'itinéraire technique et économique des exploitations et renforcer l'encadrement et le soutien au secteur
- **Orientation stratégique 5** : Développer des filières innovantes en vue d'une meilleure valorisation de la production agricole de la région
- **Orientation stratégique 6** : Favoriser un assainissement rapide des structures foncières

En vue d'opérationnaliser ces orientations stratégiques, le plan d'action prévoit la réalisation de 14 projets visant à consolider ce secteur. Deux projets concernent l'amélioration de la productivité agricole, trois relatifs à la diversification de l'économie en rapport avec la production agricole, deux se rapportant à une meilleure gouvernance des ressources naturelles, deux relatifs à l'amélioration de l'itinéraire technique et économique et le renforcement de l'encadrement et du soutien au secteur agricole, trois destinés au développement des filières et deux relatifs à l'assainissement des structures foncières.

Le secteur industriel

Selon la vision stratégique prévue par le PREDD, ce secteur devrait à l'avenir constituer un des principaux vecteurs du développement de la région. Il s'agit d'un choix stratégique majeur pour le développement futur de la région dont le secteur agricole connaît une saturation sur tout le plan préjudiciable pour la prospérité et la cohésion sociale de la région. Il s'agit de remédier rapidement au processus de décrochage industriel qu'a connu la région en initiant une dynamique d'industrialisation basée sur les trois orientations stratégiques suivantes :

- **Orientation stratégique 1** : Doter le gouvernorat d'équipements socio-économiques et d'infrastructure industrielle adéquats en vue de favoriser l'attractivité des investissements industriels nationaux et internationaux.
- **Orientation stratégique 2** : Assurer un encadrement et un appui appropriés aux promoteurs industriels
- **Orientation stratégique 3** : Promouvoir un tissu industriel grand créateur d'emplois « Labor intensive », consistant et diversifié

En vue d'opérationnaliser ces orientations stratégiques, le plan d'action de l'industrie prévoit la réalisation de huit projets dont trois relatifs à l'équipement de Sidi Bouzid en réseaux et en infrastructures industriels et technologiques, deux concernent le renforcement des structures d'appui et d'encadrement et trois se rapportant à la promotion d'un tissu industriel intégré et riche en emplois.

Le secteur des services

Ce secteur est tributaire du niveau de développement des principaux secteurs économiques dont particulièrement ceux de l'industrie et de l'agriculture. A l'heure actuelle le secteur des services reste relativement modeste et concerne en premier lieu les services non marchands rendus par les administrations



et les services publics (santé, éducation, culture...). Pour la dynamisation de ce secteur, deux orientations stratégiques sont retenues par le PREDD :

- **Orientation stratégique 1** : Développer et améliorer les services non marchands dans une perspective d'améliorer le cadre de vie et d'accroître l'attractivité de la région
- **Orientation stratégique 2** : Développer les services marchands en rapport avec la dynamique économique de la région.

En vue d'opérationnaliser ces orientations stratégiques, le plan d'action des services prévoit la réalisation de six projets portant sur la santé, l'écotourisme, la culture, les télécoms et le transport.

Le secteur de l'aménagement du territoire et de l'infrastructure

Ce secteur constitue l'assise pour tout processus de développement régional. Toutefois, l'effort public en matière d'équipement et d'infrastructures n'a pas été suffisant dans la région pour favoriser une structuration du territoire autour d'un tissu urbain hiérarchisé, une concentration de la population, un développement économique diversifié et une attraction de l'investissement privé dans les secteurs de l'économie urbaine. Ainsi, on peut dire qu'en raison de son sous équipement, la région de Sidi Bouzid demeure un territoire peu équipé, peu structuré et peu attractif. En vue de remédier à cette situation, le PREDD a retenu les orientations stratégiques suivantes :

- **Orientation stratégique 1** : La promotion de l'armature urbaine et rurale, en particulier la ville de Sidi Bouzid comme principal centre urbain et économique de la région.
- **Orientation stratégique 2** : Le désenclavement du monde rural en vue d'améliorer l'accessibilité et l'intégration entre les différentes composantes de l'espace régional.
- **Orientation stratégique 3** : Le développement et l'amélioration de l'efficacité des services publics.
- **Orientation stratégique 4** : La mobilisation de l'aménagement du territoire comme instrument stratégique pour un nouveau modèle de développement de la région.

Pour l'opérationnalisation de ces orientations stratégiques, le plan d'action de l'aménagement du territoire et de l'infrastructure prévoit la réalisation de douze projets. Trois visent à promouvoir le développement urbain, trois autres sont destinés à contribuer à la structuration du territoire rural régional, deux visant à renforcer le maillage du territoire régional par les infrastructures de transport et quatre destinés à améliorer la cohérence de l'aménagement régional.

Le secteur de l'enseignement supérieur, de la formation professionnelle et de la recherche-développement

La formation des ressources humaines constitue un outil indispensable pour le développement d'une région, or, sur ce plan, le gouvernorat de Sidi Bouzid reste sensiblement démuné et l'impact de son potentiel de formation (assez récent pour l'enseignement supérieur et la R&D) est assez limité sur le développement économique et social. Pour remédier à cette situation, le PREDD a retenu trois principales orientations en vue de développer le secteur de l'enseignement supérieur, de la formation professionnelle et de la recherche-développement :

- **Orientation stratégique 1** : Consolider le tissu des établissements universitaires scientifiques et techniques en relation avec le tissu productif de la région, et notamment le tissu industriel
- **Orientation stratégique 2** : Renforcer la recherche agronomique et de favoriser la recherche-formation dans des spécialités pouvant consolider le développement économique de la région.



- **Orientation stratégique 3** : Adapter davantage le système de formation professionnelle de la région aux besoins de son tissu production en associant davantage les acteurs concernés.

En vue d'opérationnaliser ces orientations stratégiques, le plan d'action de l'enseignement supérieur, de la formation professionnelle et de la recherche-développement prévoit la réalisation de dix projets. Trois visent à consolider le tissu universitaire existant, trois destinés à diversifier les spécialités de l'enseignement supérieur en relation avec le tissu économique potentiel, trois visent à renouveler et à homogénéiser le système de formation professionnelle en relation avec les besoins de la région de Sidi Bouzid et du marché national et un projet concerne le renforcement de la recherche agronomique en vue de l'amélioration de la performance technique du secteur agricole.

Le secteur de l'environnement

L'insalubrité et la dégradation du cadre de vie, sont les faits saillants caractérisant la situation environnementale actuelle dans la région de Sidi Bouzid pouvant compromettre sérieusement son développement futur. Face à cette situation environnementale difficile, il convient d'inscrire la dimension environnementale au centre du processus de développement futur de la région. Pour ce faire, le PREDD a retenu trois orientations stratégiques en matière d'environnement :

- **Orientation stratégique 1** : Corriger la situation actuelle à travers un plan de lutte contre les nuisances environnementales
- **Orientation stratégique 2** : Anticiper les risques environnementaux futurs
- **Orientation stratégique 3** : Renforcer les capacités de la région en matière de gouvernance environnementale

En vue d'opérationnaliser ces orientations stratégiques, le plan d'action de l'environnement prévoit la réalisation de 14 projets. Sept projets pour la gestion des déchets solides, deux projets relatifs à l'assainissement des rejets liquides, un projet concernant l'atténuation des nuisances générées par les carrières, un projet destiné à l'aménagement des espaces verts communaux et trois projets visant le renforcement des capacités régionales en matière de gestion de l'environnement.



Le coût estimatif du plan d'action des six secteurs du PREDD est d'environ 1322 MD repartis comme suit entre les secteurs :

Tableau 9 : Estimation du coût des projets à caractère sectoriel

Secteur	Coût estimé en MD
Agriculture	75
Industrie	112
Services	174
Aménagement du territoire et équipement	352
Enseignement supérieur, formation professionnelle et recherche-développement	488*
Environnement (gestion des déchets, assainissement et carrières)	121
Total	1322

* Ce coût élevé est dû au projet de création de la faculté de médecine et du CHU (400 MDT)

6.3 Complémentarité entre les projets

En dépit du fait que la présentation des projets a été faite par secteur, il convient de signaler que le plan d'action du PREDD a été élaboré avec une approche intégrée qui tient compte à la fois de :

- La complémentarité entre les projets à caractère régional et les projets à caractère sectoriel dans la mesure où les premiers constituent les instruments de pilotage et d'appui à toute la stratégie de développement régional telle que définie par le PREDD et les seconds constituent les instruments d'action pour l'opérationnalisation de cette stratégie.
- La complémentarité entre les projets des différents secteurs y compris en termes de pertinence, de justificatif et de contenu. D'ailleurs, l'identification des différents projets sectoriels a été faite à travers une concertation élargie impliquant non seulement les acteurs directement concernés par le secteur mais également les autres acteurs.
- La complémentarité entre les secteurs à caractère productif (agriculture, industrie et services) et les secteurs horizontaux qui constituent les conditions cadre pour l'initiation d'une véritable dynamique de développement régional durable. A ce propos, les projets visant la mise à niveau du secteur de l'aménagement du territoire et de l'infrastructure représentent le point de départ pour tout le processus de développement régional.
- La contribution des différents projets à caractère régional et sectoriel à la concrétisation de la vision et orientations stratégiques retenues par le PREDD. De ce fait, l'identification et la conception des projets ont tenté de répondre aux objectifs et aux exigences de cette vision notamment en ce qui concerne l'initiation d'un processus de développement régional durable et intégré.

6.4 Coût global du plan d'action du PREDD

Le coût global du plan d'action est estimé à environ **2 500 MDT**. Il s'agit d'une estimation préliminaire qui sera précisée ultérieurement par des études de faisabilités des projets permettant de définir à la fois les coûts réels et les conditions spécifiques de la mise en œuvre de ces derniers.



Liste des abréviations

ADRES	Agence de Développement Régional Économique et Social
ANPE	Agence Nationale de Protection de l'Environnement
BRED	Banque Régionale de Développement
COGEDRAT	Commissariat Général du Développement Régional et de l'Aménagement du territoire
FIDA	Fonds International pour le développement Agricole
GIZ	Coopération allemande au développement
IDH	Indice de Développement Humain
IDR	Indicateur de Développement Régional
INS	Institut National de la Statistique
ITCEQ	Institut Tunisien de la Compétitivité et des Études Quantitatives
MDRP	Ministère du Développement Régional et de la Planification
MD	Million de Dinar
ODS	Office de Développement du Sud
ODNO	Office de Développement du Nord-Ouest
ODCO	Office de Développement du Centre-Ouest
PNAFN	Programme National d'Aide aux Familles Nécessiteuses
PPE	Programme tuniso-allemand pour l'environnement
PREDD	Plan Régional d'Environnement et de Développement Durable
TRE	Table Ronde Économique
USD	Dollar américain

Fruit d'un partenariat et d'une participation active de la part de nombreux acteurs, le présent document a vu le jour grâce à : i) **un pilotage méthodologique et scientifique** assuré par le Pr. Ali Abaab, M^{me} Aida Tarhouni -Loetzer et Helmut Krist (GIZ) ; ii) **un appui méthodologique** assuré par le Prof. Mongi Sghaier et Helmi Sabara iii) **un appui institutionnel et logistique** de la part de Rachid Ftini (CA) Faouzi Ghrab et Fethi Ghabri (ODCO) ; iv) **une expertise scientifique et technique** assurée par les consultants Prof. Hassin Dimassi, Prof. Abdelaziz Mougou, Prof. Hamadi Tizaoui, Ali Mahjoub, Mohamed Bouaoun, Radhouan N'Cibi et Adel Guessoumi ; v) une coordination locale assurée par M^{me} Wafa Tlili (GIZ) ; vi) **Une participation active** des membres de la Table Ronde Economique de la région; vii) **Un appui et une implication constants** de la part des autorités régionales et des services techniques de la région ; viii) **Un accueil** appréciable de la part de la direction de l'ISET de Sidi Bouzid pour l'organisation des ateliers et réunions de travail du PREDD.

Publié par	Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH	En coopération avec	le Ministre de l'équipement, de l'aménagement du territoire et du développement durable	
	Siège de la société : Bonn et Eschborn, Allemagne	Sur mandat du	Ministère fédéral de la Coopération économique et du Développement (BMZ)	
	Appui à la Décentralisation des politiques environnementales en Tunisie Bureau de la GIZ B.P. 753 – 1080 Tunis Cedex - Tunisie T +216 71 96 72 20 www.giz.de	Adresses des Bureaux du BMZ	BMZ Bonn Dahlmannstraße 4 53113 Bonn, Deutschland T +49 228 99 535 - 0 F +49 228 99 535 - 3500	BMZ Berlin Stresemannstraße 94 10963 Berlin, Deutschland T +49 30 18 535 - 0 F +49 30 18 535 - 2501
Mise à jour	Septembre 2014		poststelle@bmz.bund.de www.bmz.de	
Impression/ Conception	Kréa 1002 Tunis			
Texte	Pr. Ali Abaab, Pr. Hassine Dimassi et M ^{me} Aida Tarhouni - Loetzer			
Photo	© Pr. Ali Abaab - Mohamed Bouaoun - Helmi Sabara			

Le contenu de la présente publication relève de la responsabilité de la GIZ.